



Intervention Benjamin Briant le mercredi 29 Mars

Cher·e·s Camarades, Cher·e·s Congressistes,

Je tiens à vous faire état, en tant que primo congressiste, de ma totale satisfaction de la teneur des débats jusqu'ici. Le fait que ce congrès soit animé d'un débat contradictoire sur les idées plus que sur les personnes, tel qu'on voudrait nous le faire croire, cela s'inscrit totalement dans l'histoire de la CGT. Camarades, la CGT est unie, l'artificialisation des dissensions comme cadre indépassable pour notre confédération n'existe pas. Depuis sa création, le débat est dans l'ADN, et c'est ce qui se passe dans les congrès de toutes nos structures. Alors assez de "j'ai mal à ma CGT", et de leçon sur la lutte des classes. Débattons.

J'ai porté au nom de mon syndicat des amendements concernant le thème n°2 du document d'orientation, et en l'occurrence sur la place du syndicalisme spécifique dans nos structures et organisations.

Nous avons fait le constat que la rédaction concernant le syndicalisme spécifique manquait d'engagements et d'ambitions de la part de la Confédération.

Je tiens à vous faire état de ce qui s'est passé à l'IGN à l'occasion des élections professionnelles du décembre dernier. La CGT est devenue la syndicat majoritaire de l'institut en remportant plus de 60% des votes exprimés sur les 4 scrutins. C'est historique puisque depuis plus de 40 ans, nous occupons la seconde place.

Alors comment? Si nous avons bénéficié de la médiocrité des autres organisations syndicales de l'institut, nous avons construit une campagne en considérant la transformation sociologique du salariat dans l'établissement, passant d'un collectif majoritairement composée d'agents de terrain et de techniciens pour "faire la carte", à un développement de la place des ICTAM, pour construire de la géodata.

C'est bel et bien en considérant que les ICTAM sont autant soumis aux pressions que l'ensemble du salariat sur les salaires, le temps de travail, mais subissant en plus la perte de sens du travail et l'obligation d'appliquer des décisions sur lesquelles ils ne peuvent quasiment plus intervenir, que nous avons construit notre campagne électorale.

Et dès lors, de chercher à construire avec les ICTAM, les axes revendicatifs qui répondent à leur quotidien.

Ainsi, nous avons poussé pour des revendications avec lesquelles nous n'avions pas "l'habitude":

- le sens du travail des cadres et qu'est-ce que le reporting produit comme souffrance?
- de quoi les ICTAM ont besoin pour bien faire leur travail?
- quel temps de travail pour quelle reconnaissance?

Cela nous a permis d'ouvrir la discussion notamment à travers la mise en place des cafés cadres.

Depuis le début de l'année, nous syndiquons 2 camarades par semaines, bien souvent des ingénieurs et des techniciens. Des cadres viennent dans nos cortèges CGT depuis le 19 janvier.

Alors quoi? Nos amendements proposent de soutenir la mise en place d'un référent ICTAM avec l'objectif de constituer des collectifs, j'ai pu voir que cela avait repris par la commission amendement dans le document, nous en sommes satisfait.

Mais aussi en engagement une campagne confédérale nationale de syndicalisation des ICTAM en lien avec l'UGICT, puisque c'est indispensable l'UGICT doit être soutenu par tous les moyens.

La CGT a bien trop souvent entretenu une posture de « bouffeur de cadres ». Nous faisons la démonstration aujourd'hui à la CGT de l'IGN que c'est par l'addition des forces sur l'ensemble de l'échelle du salariat que transformerons en profondeur le rapport de force.

Enfin, je finirai par un commentaire sur le mouvement actuel de réforme des retraites puisque notre fédération n'est pas beaucoup intervenue jusqu'ici. Le pouvoir est aux abois, et cherche des portes de sorties honorables sans retrait de la réforme. Ce n'est pas le moment pour s'engager dans une médiation ou une pause pour négocier. Mais plutôt d'arrêter les journées saute-mouton pour proposer une manifestation nationale à Paris, engageant des bus et des trains pour permettre à tous les camarades de monter à ce rassemblement. 3,5 millions de personnes dans la rue en France, c'est historique. Mais imaginez 3,5 millions de personnes dans Paris, là ça aurait une autre gueule.

Vive la CGT et surtout vive la lutte.

